

Sortie de L'Euro, vraie impasse

Sortir de l'euro, cela signifie revenir au franc. C'est-à-dire faire coller la valeur de notre monnaie à la réalité économique du pays dans le cadre de ses échanges.

Or la puissance économique de la France, si elle n'est pas négligeable, n'est pas non plus celle de l'Europe. Le retour au franc devra donc tenir compte de ces différences de puissance économique. Ce qui entraînera mécaniquement une dévaluation de la monnaie nationale.

Donc une perte de pouvoir d'achat de notre monnaie par rapport aux produits importés, entraînant un renchérissement des prix de ces produits pour leurs consommateurs français (entreprises ou ménages).

Cela ne peut être donc une réponse en faveur du pouvoir d'achat.

Car là encore, il faut tenir compte des réalités de l'économie française. A l'instar de tous les pays européens, nous ne produisons plus sur le territoire national l'intégralité de ce que nos entreprises ont besoin pour produire (interpénétration des économies occidentales). Dans la majeure partie des cas, nous importons nos matières premières et nos productions intermédiaires, qu'il nous faudrait alors facturer ou en euro ou en dollar, voire en yuan. Nous serions donc gravement dépendants de ces 3 monnaies.

Autre conséquence directe: l'explosion de la dette publique française. Avec une monnaie dévaluée et une puissance économique affaiblie, et compte tenu que ce retour au franc n'aura en rien modifié les règles de l'économie internationale ni fait reculé la financiarisation des activités économiques, la France risque de se trouver sous le feu des spéculateurs financiers qui n'hésiteront pas à faire croître leurs taux d'intérêts d'emprunts que la France pourrait contracter.

Empruntant plus cher, la France devra rembourser plus, ce qui aura des conséquences en terme de pression sur les salaires et les dépenses sociales, et bien sur de croissance.

S'enfermer dans le franc, et finalement le territoire national, c'est aussi se priver d'une dynamique collective nouvelle à l'échelle européenne assis sur le pouvoir de création monétaire de la banque centrale européenne. Si aujourd'hui l'Europe milite contre les peuples, c'est parce que la construction européenne s'est faite contre les peuples.

Ce n'est pas l'Euro en soi, ni l'Europe en soi qui posent problème, c'est leur construction et leur utilisation au service de qui. Or la force de la création monétaire européenne, c'est-à-dire de la zone la plus riche de la planète, mise au service des peuples, de l'emploi, des salaires ou du développement des services publics aurait un effet d'entraînement phénoménal, autant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'échelle du monde.

Enfin, l'euro est un point d'appui puissant contre la domination du dollar. Dans le cadre d'un autre rôle donné au FMI, il pourrait constituer le levier de construction d'une monnaie commune mondiale fondée sur les droits de tirages spéciaux du FMI (DTS: instrument du FMI qui sert à remplacer l'or monétaire dans les transactions internationales importantes, chaque pays membres ayant une quote part de cette monnaie), indépendants de la valeur du dollar, et ouvrir ainsi à chaque pays de la planète une garantie d'accès aux financements qui ne passent pas par les marchés financiers.